

Bundesamt für Privatversicherungen BPV
Office fédéral des assurances privées OFAP
Ufficio federale delle assicurazioni private UFAP
Swiss Federal Office of Private Insurance FOPI

Datum 20.02.2006
Ihr Zeichen
Ihre Nachricht vom

***Aux entreprises d'assurance sou-
mises à la surveillance de l'OFAP
qui exploitent l'assurance sur la vie***

In der Antwort anzuge- F043-0051/
ben Lh/Ba/Ws
Direktwahl 031 322 79 24

Circulaire 2006/3

Nouvelles dispositions de droit de surveillance pour l'assurance sur la vie

Mesdames, Messieurs,

Lors de sa séance du 9 novembre 2005, le Conseil fédéral a décidé de mettre en vigueur au 1^{er} janvier 2006 la nouvelle loi sur la surveillance (LSA), ainsi que l'ordonnance sur la surveillance (OS) qui s'y rapporte. Par la présente circulaire, nous vous indiquons comment procéder pour transposer concrètement les nouveautés du domaine de l'assurance sur la vie.

Tarifs et conditions générales d'assurance

En vertu de l'art. 4, al. 2, let. r LSA, les tarifs et les conditions générales d'assurance appliqués en Suisse pour l'assurance de l'ensemble des risques (vieillesse, décès et invalidité) dans la prévoyance professionnelle doivent avoir été approuvés par notre office. Dans l'assurance-vie individuelle, ainsi que dans l'assurance-vie collective hors de la prévoyance professionnelle (par exemple l'assurance de solde de dette), les documents d'assurance ne doivent donc plus être soumis à l'OFAP pour approbation avant leur utilisation.

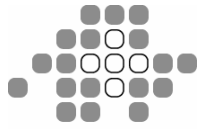
Afin que l'OFAP continue à avoir connaissance des produits offerts sur le marché de l'assurance sur la vie, vous êtes priés de nous remettre une liste actualisée annuellement des produits que vous vendez. Cette liste doit être actualisée au 1^{er} janvier de chaque année, la première fois au 1^{er} janvier 2007, et être remise à l'OFAP dans le délai d'un mois. La liste doit contenir, en plus de la dénomination de chaque produit, une brève description indiquant ses caractéristiques, ainsi que les tarifs qui s'y appliquent.

Zirkular 2006-
3_Umsetzung AVO in
der
Lebensversicherung_20-
02-06_f.doc

Schwanengasse 2
CH-3003 Bern

Tel. +41 (0)31 322 79 11
Fax +41 (0)31 323 71 56

PeterHeinz.Bader@bpv.admin.ch
www.bpv.admin.ch



Devoirs d'information

Contrairement aux autres modifications du 17 décembre 2004 de la loi fédérale sur le contrat d'assurance, les art. 3 et 3a LCA ont été mis en vigueur avec effet au 1^{er} janvier 2007. Par contre, l'art. 36, al. 2 LSA, qui impose aux entreprises d'assurance qui pratiquent l'assurance sur la vie de remettre aux assurés chaque année un décompte vérifiable de la participation aux excédents, est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006. C'est pourquoi, cette prescription doit être observée par les entreprises d'assurance qui exploitent l'assurance individuelle ou collective sur la vie sur la base de contrats avec participation aux excédents. Le Conseil fédéral n'a toutefois pas fait usage jusqu'ici de la possibilité prévue par l'art. 36, al. 3 LSA, d'édicter des dispositions dans ce domaine.

Provisions actuarielles

L'OFAP édictera dans le cours de 2006 des instructions concernant la constitution et la dissolution des provisions techniques.

L'art. 54, al. 3 OS impose aux entreprises d'assurance d'indiquer dans leur plan d'exploitation les conditions de constitution et de dissolution des provisions techniques et d'y documenter les méthodes de constitution des provisions appliquées et leur évaluation. Dans la perspective de l'élaboration des instructions précitées, nous vous prions de nous faire parvenir jusqu'au 31 mars 2006 les documents existant éventuellement déjà.

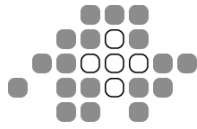
Tarification

En vertu de l'art. 120, al. 2 OS, les entreprises d'assurance doivent vérifier chaque année sur la base d'estimations statistiques que les bases de la tarification sont encore adéquates. Les résultats de cette vérification doivent être portés à la connaissance de l'OFAP sous forme d'un rapport succinct.

Selon l'art. 121, al. 1 OS, l'OFAP doit fixer le taux de référence utilisé pour la tarification des contrats d'assurance sur la vie en dehors de la prévoyance professionnelle qui comportent une garantie d'intérêt. Le taux de référence pour le franc suisse est le taux d'intérêt de la Banque nationale suisse pour les emprunts de la Confédération en Suisse avec une durée résiduelle de 10 ans. Les taux de référence pour l'euro et le dollar US sont les taux de la Banque nationale suisse pour les emprunts d'Etat dans les monnaies correspondantes avec une durée résiduelle de 10 ans. Pour d'autres monnaies, il convient de prendre contact avec l'OFAP.

Le calcul de la moyenne roulante déterminant pour fixer le taux d'intérêt technique maximum, actualisé mensuellement, est disponible sur la page d'accueil du site web de l'OFAP (www.bpv.admin.ch).

Si le taux d'intérêt technique maximum (= 60 pour cent de la moyenne roulante communiquée par l'OFAP) tombe au-dessous du taux d'intérêt technique utilisé par une entreprise d'assurance, le taux d'intérêt technique utilisé doit être abaissé dans un délai de 30 jours jusqu'au niveau du taux d'intérêt technique maximum valable au moment de l'adaptation.



L'OFAP édictera encore dans le courant de l'année 2006 des instructions complétant les points indiqués ci-dessus.

Valeurs de règlement

L'OFAP édictera des instructions précisant les dispositions de l'OS. Jusqu'alors, l'OFAP examine les projets selon la pratique en vigueur jusqu'ici.

Les projets selon l'art. 127, al. 1 OS doivent contenir les éléments du tarif nécessaires pour apprécier les valeurs de règlement.

Les valeurs de règlement concernant des tarifs déjà approuvés ne doivent pas être remises à nouveau à l'OFAP pour approbation.

Dès que les nouvelles instructions relatives aux valeurs de règlement seront en vigueur, les nouveaux contrats qui seront conclus devront en tenir compte.

Pour le moment, le taux de zillmérisation selon l'art. 127, al. 2, let. e qui est à la base du calcul de la déduction pour frais d'acquisition non amortis ne doit pas excéder 4%. L'OFAP reviendra sur ce point.

Excédents

L'OFAP édictera des instructions relatives aux prescriptions en matière de participation aux excédents.

Des prélèvements du fonds d'excédents ne peuvent être effectués que s'ils sont attribués aux preneurs d'assurance. Dans les autres cas, une demande correspondante doit être présentée à l'OFAP.

Depuis l'entrée en vigueur de la LSA et de l'OS, il ne peut plus être conclu de contrats en contradiction avec cette nouvelle législation de surveillance. L'OFAP édictera toutefois des instructions au sujet de diverses dispositions de la nouvelle OS, sans lesquelles une transposition de la réglementation légale ne peut être effectuée que difficilement. En attendant ces instructions, la pratique actuelle de l'OFAP (circulaires, décisions, etc.) continue à être en vigueur.

Nous espérons pouvoir, grâce à la présente circulaire, vous faciliter la planification des travaux de transposition et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations les meilleures.

Herbert Lüthy
Directeur